

Le fait du jour

Dettes

**Zone euro.** Feu vert des ministres de finances, hier à Bruxelles pour une nouvelle intervention en Grèce. Les plans de rigueur se succèdent en Europe mais ces politiques sont contre-productives.

# LES PEUPLES FACE AU CHANTAGE DE LAUSTÉRITÉ

C'est à un chantage de l'austérité qu'est actuellement soumise la Grèce. Malgré l'adoption par Athènes il y a une dizaine de jours d'un ensemble plan de rigueur imposé par la Troïka (Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne, Union Européenne), les pays de la zone euro réclamaient encore des assouplissements supplémentaires pour débloquer un second programme d'aide.

Ainsi, la réduction d'au moins un milliard d'euros des frais de dépenses de médicaments en 2012, la ponction de 300 millions d'euros sur les retraites et retraites complémentaires les plus élevées, la réduction de 22% du salaire minimum établi par la convention collective, ou encore la diminution de 40% du salaire de 15 000 salariés de la Fonction publique d'ici fin 2012, autant de mesures déjà contenues dans le nouveau plan de rigueur adopté par la Grèce, n'ont pas suffi à combler l'ap-pât d'austérité de l'UE et du FMI. Sur l'autel des sacrifices imposés aux peuples européens, ils en veulent toujours plus.

Et peu importe que cette politique ait déjà démontré toute son inefficacité puisqu'elle a mis 200 000 personnes au chômage dans le berceau de la démocratie. Le refus massif de l'austérité que manifestent les Grecs n'a pas non plus infléchi ce diktat.

Car des aspirations populaires, la Troïka n'en a cure. L'idée d'un report des élections prévues en avril en Grèce est même privilégiée afin de s'assurer que le pays tiendra ses engagements. Un hold-up démocratique qui ne pèse pas lourd face à la volonté de plaire, et surtout de ne pas déplaire, aux sacro-saints marchés financiers.

Selon l'UE, il conviendrait en effet rassurer contre que coûte les marchés financiers afin d'éviter toute contagion de la crise au sein de la zone euro. Mais les politiques ne sont jamais assez austères aux yeux des places boursières.

En outre, la crise s'est bel et bien propagée au-delà des frontières de la Grèce. Pas moins de cinq pays (Grèce, Portugal, Ita-

lie, Espagne, Irlande) sont aujourd'hui identifiés par les places financières comme « Gipsi », un acronyme qui désigne ces États de la zone euro surendettés dont il conviendrait de se méfier.

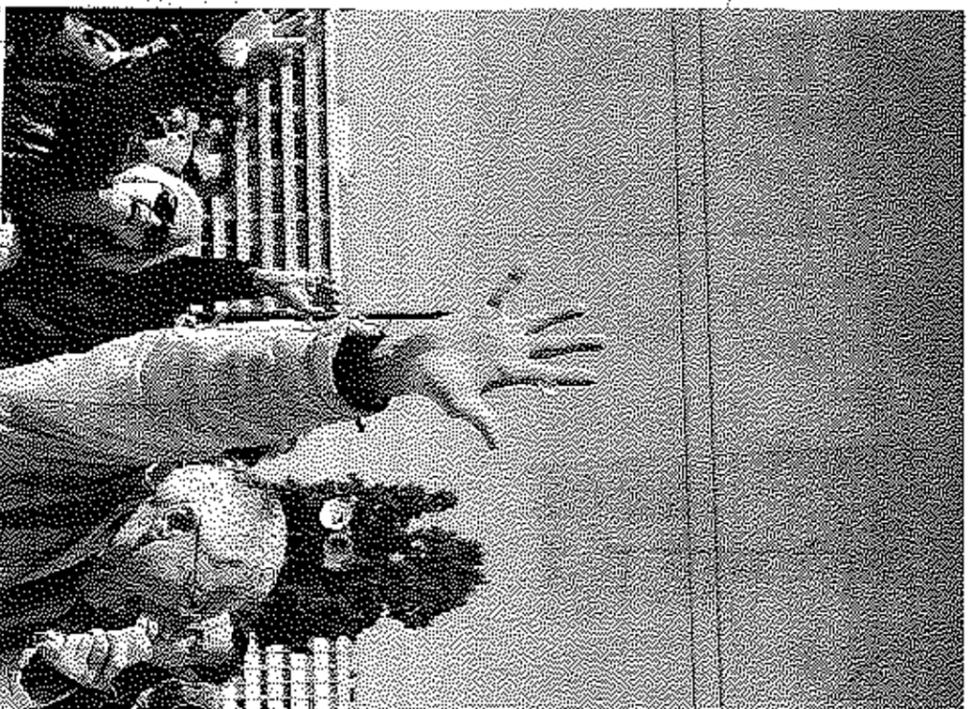
**La France à peine mieux lotie que l'Italie**

Et n'en déplaise au président-candidat Nicolas Sarkozy son quinquennat a amené la France dans une position plutôt plus enviable que l'Italie. Quand Paris se « bat » pour préserver ce qui lui reste d'industrie, Rome peut s'enorgueillir d'un tissu d'entreprises dense composé notamment d'une kyrielle de PME : la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière italienne s'élève à près de 20% du PIB contre 14% environ en France. En outre, la part de marché de la Bourse dans le commerce mondial, passée de 4,4% à 3% entre 1989 et 2010, a moins chuté que celle de la France (passée de 5,7% à 3,4%).

Il faut aussi rappeler que cette crise n'est pas qu'économique et financière : elle est éminemment politique. C'est en effet la trajectoire de Maastricht ratifiée en 1992, qui en interdisant aux États de se financer auprès de la BCE est directement à l'origine des déficits publics record des pays de la zone euro. La BCE prête ainsi aux banques à hauteur de 1% d'intérêt et ces dernières s'engraissent ensuite en maltraitant aux États, contraints de traiter avec elles, des taux d'intérêt de 3, 6, 7 ou 12%, selon qu'ils sont plus ou moins bien notés par les agences de notation. Tout repose donc sur la perception que ces dernières ont de la dette des pays concernés : un pourcentage démesuré pour des institutions qui échappent à tout contrôle démocratique et dont la pertinence est loin d'être avérée.

On ne peut en outre que déplorer le couple « Merkeloy » qui refait du FMI un acteur central sur le vieux continent. En effet, le seul État parvenu à se relever d'une situation aussi compromise que celle de la Grèce est l'Argentine, un pays qui a ramené avec un cycle de croissance vertigineux le jour où il a rompu... avec le FMI.

S.P.



**FINITIA  
CAPITA  
TAPTA  
DNON OI**

Dimanche encore, les Grecs manifestaient contre le nouveau plan de rigueur compris dans le nouveau « plan de sauvetage ».

Repères

100

collectifs se sont créés en France pour lancer une vaste campagne d'éducation populaire sur les enjeux de la dette publique. A Montpellier, le CAC34 organise un meeting sur cette question le 24 mars intitulé « 6 heures pour la dette ».

5-12

mais : semaine de résistance contre l'austérité généralisée, avec des actions décentralisées des collectifs locaux, dans la foulée du Sommet européen du 1er et 2 mars. Le 5, un meeting du collectif national se déroulera à la Bourse du travail à Paris.

25 février

Qu'est-ce que la dette, comment et pourquoi monter une action à l'échelle d'un quartier, d'une ville ou même d'une entreprise, quelle action collective mener pour alerter et informer le public : une journée de formation est organisée par les membres du CAC34, à Aix-en-Provence. Infos [chundamy@aol.com](mailto:chundamy@aol.com).

Assemblée

Des députés du Front de Gauche ont déposé une proposition de résolution à l'Assemblée nationale le 15 janvier dernier demandant la création d'une commission d'enquête pour examiner la dette publique et les choix à faire pour l'alléger et pour libérer la France de la pression des marchés financiers.

**L'autre exemple allemand**

162 milliards d'euros : c'est la dette de guerre dont l'Allemagne n'aurait toujours pas réglée à la Grèce près de 70 ans après la fin de l'occupation nazie. Une somme à rapprocher des 350 milliards d'euros de dette qu'Athènes avait contractée fin 2011... et des 130 milliards d'euros d'aide d'urgence que Berlin a octroyé à la Grèce. Flashback. Le 6 avril 1941, la Wehrmacht envahit la Grèce ou elle restera jusqu'en 1944. Et dès 1941, les nazis imposèrent à la banque centrale grecque un prêt de 476 millions de reichsmarks au titre de la contribution à l'effort de guerre. Cet « emprunt » ne sera jamais remboursé. En 1945, desiroux de faire de l'Allemagne un allié face au bloc de l'Est, Washington obtient des bénéficiaires du plan Marshall qu'ils renoucent à exiger immédiatement leur dû. Le règlement d'éventuelles réparations est renoué à une réconciliation allemande dans le cadre d'un « traité de paix ». Mais le chancelier Helmut Kohl obtiendra que le traité de Moscou de 1990 scellant la réunification allemande ne porte pas la mention « traité de paix » : et l'Allemagne n'a jamais réglé ses dettes.

Or, il faut ajouter à l'emprunt d'alors, estimé aujourd'hui dans une fourchette comprise entre 54 milliards et 81 milliards d'euros, les 108 milliards d'euros correspondant aux dommages de guerre causés par les troupes nazies : soit au bas mot 162 milliards d'euros... sans les intérêts. Ce rappel historique n'a pas pour but de relancer des élans germanophobes mais de s'interroger : si la dette de l'Allemagne a été effacée pour des raisons stratégiques il y a près de 70 ans, pourquoi n'en serait-il pas de même aujourd'hui pour la Grèce ?

SERGE PRYRAU

